

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

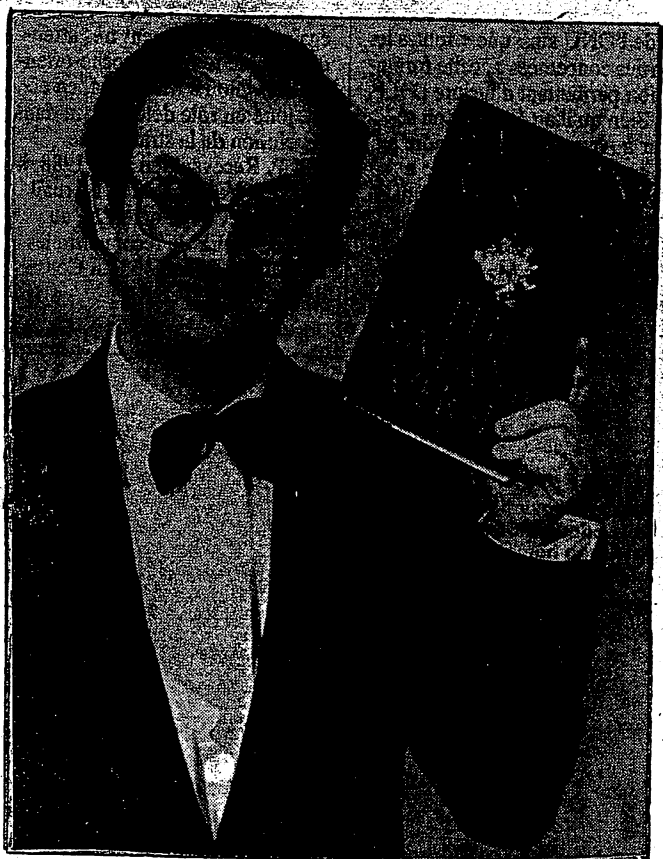
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0294

LE 6 MARS

N° 176

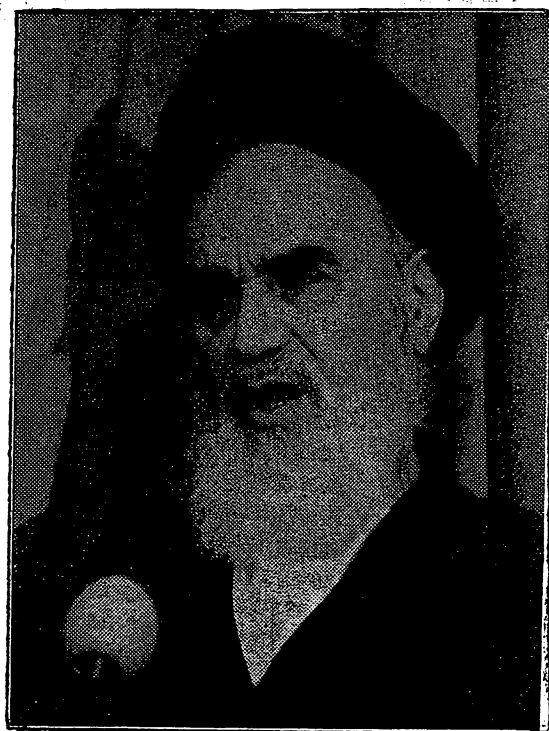
PRIX: 3 FF



L'AFFAIRE SALMAN RUSHDIE

UNE
AFFAIRE

POUR PIEGER LES EXPLOITES



SOMMAIRE

L'AFFAIRE SALMAN RUSHDIE

UNE AFFAIRE POUR PIEGER LES EXPLOITES

Pages 2 à 4

- Editorial

Pages 5 et 6

- Zaïre: violentes manifestations des étudiants à la suite de la hausse des prix des bus

Pages 8 à 10

- Soudan: Seuls les travailleurs peuvent au pays de sortir de l'impasse

Page 10

- Mamadou Dia ou l'ambition d'un vieux cheval de retour

Page 11

- Dakar: les enseignants en grève

Pages 12 et 13

- Afrique du sud: Winnie Mandela en accusation

Pages 13 à 15

- L'union du Maghreb ne sera pas l'oeuvre des privilégiés

A B O N N E M E N T

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 F
- Pli fermé: 65 F

Etranger

- Ecrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT- B.P. 42
92114-CLICHY Cedex

Depuis que Khomeiny a lancé une condamnation à mort contre l'écrivain anglais d'origine indienne, Salman Rushdie, la publication du livre de ce dernier ("Les Versets Sataniques") est devenue une affaire politique internationale. Elle a suscité des réactions diverses, voire des manifestations dans certaines capitales.

A New Dehli, en Inde, et à Karachi, au Pakistan, les interventions des forces de l'ordre ont déjà fait plusieurs dizaines de victimes. Dans le continent africain, de nombreux pays tels que le Sénégal, le Mali, le Kenya et bien d'autres ont décidé d'interdire la vente et la diffusion de ce livre. Le "Conseil Supérieur Khadria pour l'Afrique", qui est une espèce de syndicat des marabouts et autres grands dignitaires de l'Islam en Afrique, mène actuellement une campagne virulente contre Salman Rushdie et contre tous "les mécréants embusqués derrière l'excuse perverse de la liberté d'écrire". A Lagos, au Nigéria, quelques centaines de manifestants intégristes ont demandé la mort de l'écrivain Wolé Soyinka parce que celui-ci avait osé dénoncer l'appel au meurtre de l'ayatollah Khomeiny.

A Londres, plusieurs manifestations d'intégristes ont déjà eu lieu pour crier "à mort Rushdie". A New York, il y a eu également des manifestations similaires. Ici à Paris, une manifestation regroupant environ un millier de personnes a eu lieu le 26 février dernier à Barbès, appelée par des organisations d'intégristes musulmans. Des travailleurs d'Afrique Noire ont participé à cette manifestation.

Certains travailleurs immigrés musulmans, même s'ils ne sont pas d'accord avec la mise à mort proclamée par Khomeiny, trouvent que Salman Rushdie a insulté les musulmans et qu'à ce titre on doit au moins interdire son livre. D'autres, tout en étant contre la politique dictatoriale de Khomeiny en Iran, sont d'accord avec lui sur la sentence de mort contre ce "blasphémateur de l'Islam". D'autres encore pensent, à juste titre, que le droit d'expression n'est pas seulement réservé à ceux qui pensent comme les tenants de l'Islam le voudraient, mais qu'on devrait avoir le droit y compris de critiquer la religion. Khomeiny lui-même ne se gêne pas pour dire ce qu'il pense du communisme. Il a même fait massacrer ceux qui osent en parler publiquement.

A la suite des déclarations de Khomeiny, nous avons pu entendre et voir défiler à la télévision comme à la radio tous les hommes politiques français, de Mitterrand à Le Pen, en passant par Chirac, Pasqua et autres Giscard, Fabius, pour dire qu'ils étaient indignés par l'appel au meurtre de Khomeiny.

Tous en chœur, ils disent que la liberté de penser et d'écrire est un droit prescrit dans la "déclaration universelle des droits de l'homme". Mitterrand a même déclaré que Khomeiny est le "mal-absolu". Quelle hypocrisie! A peine quelques jours avant, Roland Dumas, son ministre des affaires étrangères, avait été dépêché auprès de Khomeiny pour lui faire des salamalecks. Et derrière ces salamalecks, il y avait la signature de quelques contrats juteux pour des industriels français qui aimeraient "reconstruire l'Iran". Pendant ce temps, Khomeiny continuait à tuer et à torturer les opposants.

Pendant que l'Iran et l'Irak se faisaient la guerre qui a duré dix ans et qui a fait plus d'un million de morts, c'était toujours la France, l'Angleterre, les USA qui étaient les principaux pourvoyeurs d'armes. Il faut d'ailleurs voir la lâcheté des gens comme Thatcher qui, quelques jours à peine après sa prise de position contre Khomeiny, a fait marche arrière en disant que Salman Rushdie a eu tort de publier son livre. Roland Dumas a lui aussi tenu à atténuer les propos des dirigeants français en disant que le rapatriement de l'ambassadeur de France à Téhéran n'était qu'une "mesure symbolique". Eh oui, les promesses des contrats juteux à signer avec l'Iran sont bien plus fortes que les déclarations de principes.

En réalité les régimes barbares à la sauce intégriste musulmane genre Khomeiny, ou à la sauce laïque genre Mobutu, Bongo et autre Eyadéma -qui pour torturer ou pour bafouer la dignité humaine n'ont rien à envier au régime de Khomeiny- ne gênent pas du tout l'impérialisme. Bien au contraire, c'est grâce à l'impérialisme qu'ils existent. Quand les dirigeants des pays impérialistes ne les soutiennent pas ouvertement, militairement, ils les soutiennent financièrement. Ils ont même besoin de ces régimes barbares, des dictatures féroces, pour maintenir l'ordre dans leur société barbare d'exploitation. Ils ont besoin, y compris, des régimes qui utilisent la religion pour endormir les peuples, tout en frappant fort au nom de cette religion ceux qui osent les contester.

On n'a jamais entendu ces mêmes dirigeants impérialistes critiquer le régime saoudien qui n'est pas moins intégriste, moins moyenâgeux que celui de Khomeiny en Iran. La différence est que l'un est complètement sous leurs bottes, tandis que l'autre les dérange parce qu'il ne vient pas demander leur avis à New-York, Londres ou Paris sur l'art et la manière d'exercer sa dictature sur le peuple iranien.

La publication du livre de Rushdie est en réalité un prétexte pour l'Imam Khomeiny pour faire oublier aux travailleurs et aux opprimés d'Iran que leur ennemi c'est d'abord son régime qui les opprime et qui, à sa manière, sert de chien de garde de la bourgeoisie impérialiste. De leur côté, les dirigeants de la bourgeoisie occidentale utilisent cette affaire pour essayer d'endormir, à leur manière, leurs propres exploités. Ils veulent tromper la classe ouvrière de leurs pays en désignant hypocritement les ayatollahs intégristes comme les ennemis de l'Occident. Ils veulent faire croire à leurs exploités que d'un côté il y a l'Orient moyenâgeux et de l'autre l'Occident civilisé.

L'esprit moyenâgeux n'est pourtant pas qu'à des milliers de kilomètres d'ici. On a vu, il y a à peine quelques mois, des intégristes chrétiens, bien "occidentaux" ceux-là, lancer des anathèmes et des menaces contre le réalisateur du film "La dernière tentation du Christ". Une salle de cinéma a même été incendiée par des militants intégristes chrétiens à Paris.

C'est un piège qui est tendu de part et d'autre contre les exploités. D'un côté, on veut les tromper au nom de l'honneur bafoué de l'Islam, et de l'autre, au nom d'une "civilisation occidentale" soit-disant plus respectueuse des droits de l'homme. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à entrer dans ce jeu-là. La séparation n'est pas entre les musulmans d'un côté et les chrétiens de l'autre, ni entre les croyants et les non-croyants, ni entre l'Occident et le reste du monde.

La séparation, c'est entre les exploités d'un côté et les exploiters de l'autre. Ce sont deux classes fondamentalement opposées. Cette opposition n'est ni d'ordre philosophique, ni d'ordre culturel. C'est une opposition d'ordre social, bien plus profonde celle-là, même si les exploiters font tout pour la masquer derrière des écrans comme la religion, le racisme, le nationalisme et autres inventions servant à diviser les pauvres entre eux.

Les travailleurs, quelles que soient leurs opinions religieuses, qu'ils croient en Allah, au Bouddha ou en Jésus, ou qu'ils ne croient en aucun dieu, qu'ils soient noirs, blancs ou jaunes, ils sont tous dans le même camp, celui des pauvres. La bourgeoisie a déjà créé assez de divisions entre les peuples; elle nous a suffisamment opposés entre nous, les travailleurs, pour que nous acceptions de rentrer dans son piège criminel. Ceux qui souffrent le plus du manque de liberté d'opinion, ce sont en premier les exploités.

Alors, ce n'est pas à nous les travailleurs, particulièrement nous qui venons des pays pauvres d'Afrique, nous qui subissons dans notre chair le manque de libertés démocratiques, d'aller applaudir ceux qui, comme Khomeiny, voudraient encore plus les limiter, fût-il au nom de la même foi que certains travailleurs partagent avec ce bourreau du peuple iranien, comme avec bien d'autres bourreaux, y compris, dans nos pays d'origine.

Si nous les suivons sur ce terrain-là, nous approuvons en réalité d'être leurs victimes. Ce serait un service que nous rendrions à ceux qui veulent nous maintenir dans l'esclavage capitaliste et dans la barbarie moyenâgeuse qui n'est qu'un produit du système capitaliste dans le monde.



ZAIRE

Violentes manifestations des étudiants à la suite de la hausse des prix des bus

Ces dernières semaines, à Kinshasa, puis à Lubumbashi (autre grande ville du Zaïre), de violentes manifestations estudiantines se sont déroulées à la suite de la hausse de 100% des prix de transports en commun. Les "forces de l'ordre" ont durement réprimé. Il y a eu plusieurs morts, des centaines de blessés et de nombreuses arrestations. Selon un parti d'opposition, l'U.D.P.S., il y aurait eu 52 tués et plus de 300 blessés. Pour tenter de calmer la situation, le gouvernement a décidé le 15 février de fermer tous les établissements d'enseignement supérieur de Kinshasa jusqu'au 15 avril.

Tout a commencé avec le doublement du prix de l'essence, qui est passé de 70 zaïres à 140 z (1 z = 0,024 FF). Cette augmentation du prix de l'essence a eu immédiatement comme conséquence celle du prix du bus qui est passé de 35 à 70 z. Or, depuis le début de l'année, les étudiants demandaient aux autorités un tarif spécial de 10 z ainsi qu'une ligne spéciale de bus pour les amener à l'université, installée loin du centre de Kinshasa.

Ces revendications sont légitimes. D'autant plus que nombreux les étudiants qui n'ont pas de bourse (bourse d'ailleurs dérisoire) et que pour aller par exemple de Banda à l'université, ils sont obligés de changer trois ou quatre fois de bus. Les problèmes de transports notamment sont tels que certains étudiants, fatigués et découragés d'avoir à affronter quotidiennement les mêmes difficultés pour aller aux cours, auraient renoncé à leurs études.

Il y avait donc une situation de mécontentement réel, prêt à se servir de n'importe quel prétexte pour se manifester. Et ce prétexte, en plus de la hausse du prix du bus, leur est fourni par l'arrogance d'un officier.

En effet, cet officier a voulu, sous la menace de son pistolet, prendre la place d'un étudiant malade déjà installé par ses camarades dans un taxi pour aller à l'hôpital. Comme il n'y a pas assez de taxis, il faut jouer des coudes pour prendre un taxi; et l'usage veut que le taxi est au client qui réussit à s'y installer.

Mais l'officier en question n'a pas voulu respecter les règles d'usage. Il a voulu s'imposer au moyen de l'intimidation, comme il devait en avoir l'habitude. Mais les étudiants ne se sont pas laissés intimider et il était furieux. Des militaires sont venus au secours de leur chef; et les étudiants sont également renforcés par leurs camarades.

Cet incident a dégénéré en une mini-émeute. Pour protester à la fois contre le mépris des autorités en uniforme ou non et contre la hausse du prix des transports, les étudiants se sont emparés des bus pour assurer des transports gratuits et lapidaient des voitures particulières qui passaient dans des quartiers comme Ndolo ou Lemba considérés par eux comme les leurs.

Les problèmes de transport, bien sûr, ne concernent pas que les étudiants, mais aussi tous les habitants de Kinshasa (à part bien entendu les privilégiés qui ont des voitures personnelles). Pour près de 4 millions d'habitants que compte cette ville, il n'y a que cent bus qui marchent, alors qu'il en faudrait au moins mille, selon la SOTRAZ (Société des Transports Zaïrois).

... / ...

La conséquence est que les passagers s'entassent dans les bus et surtout dans les "fula-fula" (vieux camions servant de transports en commun), sans parler des problèmes d'insécurité due aux routes délabrées. Aux heures de sortie de travail, dans certains arrêts de bus, il y a des files d'attente interminables. Beaucoup de travailleurs et employés sont obligés de rentrer à pied, soit parce qu'ils n'ont pas d'argent, soit pour éviter des attentes trop longues. Cela est notamment le cas de la "ligne 15", ainsi appelée parce que les gens sont obligés de faire 15 à 20 km à pied.

Pour les travailleurs dont les salaires sont bloqués depuis des années, les gagne-petits (le salaire mensuel minimum est de 5.000 z, soit 100 FF), les gens qui vivent au jour le jour en faisant toutes sortes de petits métiers, les chômeurs, leur problème est autrement plus grave, c'est un problème de survie. Et ces gens voient bien que c'est eux qui font des sacrifices. C'est eux que frappe la politique d'austérité imposée par le gouvernement pour pouvoir bénéficier de nouveaux crédits que le FMI voudrait bien lui accorder à cette condition.

Quand le gouvernement augmente le seul prix de l'essence, il augmente de façon sournoise les autres prix. Car tel commerçant qui doit payer plus cher le transport pour faire venir les marchandises d'une autre ville va automatiquement augmenter les prix de celles-ci. C'est ainsi que les produits de première nécessité ont vu leurs prix augmenter.

Dans le même temps que les populations pauvres se débrouillent comme elles peuvent pour faire face à la misère et à l'austérité, les riches et les trafiquants de tout genre, eux, ils vivent bien. Ils ne sont même pas touchés par les mesures d'austérité. De toute façon, même quand ils sont touchés par cela dans une certaine mesure, ils peuvent toujours trouver une compensation en détournant par exemple les fonds publics. C'est une autre manière de faire payer les pauvres. Il y a deux poids deux mesures. Le poids le plus lourd pèse toujours sur les mêmes.

Un îlot de luxe dans la misère

Le Zaïre est un pays qui a un sous-sol extrêmement riche. On y trouve: cuivre, cobalt, diamant, uranium, diamant, etc. L'exploitation du cuivre et du diamant a permis au pays d'avoir des retombées économiques non négligeables.

Avant la crise, les cours du cuivre et autres ressources étaient à un niveau que les dirigeants trouvaient satisfaisant. En tout cas, ils étaient optimistes et ils se lançaient dans des travaux de prestige très coûteux dont l'utilité ne semblait pas être leur premier souci, tant le rapport entre les deux est disproportionné. C'est par exemple le cas du barrage d'Inga qui tourne à 20% seulement de sa capacité et qui représenterait à lui seul le tiers de la dette extérieure (cette dette est de 7 milliards de dollars au total).

Quand les dirigeants ne dilapident pas les deniers publics, ils les détournent pour garnir leurs comptes bancaires en Occident. Le premier à s'enrichir de cette manière n'est autre que Mobutu dont la fortune personnelle placée en Suisse et ailleurs dépasserait l'équivalent de la dette extérieure du Zaïre.

Pour se déplacer, il lui faut louer rien moins que le "Concorde". C'est ce qu'il a fait récemment pour aller aux obsèques de Hirohito au Japon. A son "ami" Hassan II, il aurait donné 15 millions FF pour l'aider, le malheureux, à construire la plus grande mosquée du monde. Gbadolite, la ville présidentielle, vit dans un faste et une sorte de fête permanente.

C'est ce contraste révoltant entre le luxe d'un côté et la misère de l'autre qu'a eu à relever la presse belge. Ce n'était qu'une constatation. Mais Mobutu en a fait une "affaire de dignité nationale". C'est ainsi qu'en novembre dernier, il s'est fâché, de façon théâtrale, avec la Belgique en demandant aux ressortissants zaïrois de quitter ce pays et aux entreprises d'Etat zaïroises (en Belgique) de transférer leurs biens ailleurs.

Cela était une mise en scène pour essayer de détourner l'attention des populations de leurs problèmes quotidiens. Mais son divertissement a fait long feu. Il y a eu la colère des étudiants, qui n'était que l'aspect visible d'un mécontentement plus profond et plus général.

BAMAKO: UNE TABLE RONDE POUR BAVARDER

Au début du mois de février dernier, il y a eu une table ronde à Bamako, organisée conjointement par le Centre culturel français et l'Association malienne pour les droits de l'Homme, avec la participation de l'Association sénégalaise des droits de l'Homme. L'objet de cette table ronde était de commémorer le bicentenaire de la révolution française de 1789.

A cette réunion, ni les droits de l'Homme, ni la révolution française n'ont été discutées. Les organisateurs ont choisi un autre thème plus facile pour eux, celui des droits de l'Enfant. C'est ainsi que le journal malien "Essor Hebdo" en a fait un grand titre: "Pour une protection internationale sans nuance".

A part ce titre creux, le président de l'Association malienne des droits de l'Homme a même eu le culot d'affirmer que "de nombreux parents démissionnent de l'autorité parentale, exposant ainsi les enfants à l'anarchie et aux dangers de l'inadaptation. Ce qui finit toujours par se retourner contre eux".

Voilà comment ce petit commis accuse la population d'être irresponsable, alors que les irresponsables ce sont ceux qui dirigent le pays depuis plus de 20 ans, ceux qui interdisent toutes les libertés démocratiques, qui ont un seul souci, s'enrichir sur le dos de la population. Plus de 90% des villages n'ont ni dispensaires, ni maternités, ni écoles modernes. Une grande partie des enfants meurent à la naissance, d'autres meurent de malnutrition. Et même ceux qui ont la chance de vivre un certain nombre d'années meurent de maladies infantiles.

Oser tenir une table ronde avec des associations dites de défense des droits de l'Homme dans un pays de dictature, oser en plus parler des droits de l'enfance quand on sait que dans ce pays on voit les enfants des pauvres de 6 à 10 ans qui courent les rues des villes, des routes et des lignes de chemin de fer pour avoir quelque chose à manger, c'est vraiment se moquer du monde. Sinon, ces messieurs, représentants de la France et leurs petits commis sénégalais-maliens ont certainement du temps à perdre.

SOUDAN

SEULS LES TRAVAILLEURS PEUVENT PERMETTRE AU PAYS DE SORTIR DE L'IMPASSE.

Le 21 février dernier, l'armée a fixé un ultimatum à la coalition gouvernementale dirigée par Sadek El Mahdi. 150 officiers, regroupés au sein d'une junte, exigent que, sous huitaine, celui-ci s'engage à faire la paix et à former un gouvernement d'union nationale; ils ont également dressé un bilan désastreux de la conduite des affaires du gouvernement, critiquant non seulement la guerre dans le sud, mais aussi la mainmise des islamistes sur l'appareil de l'Etat, comme par exemple, celle des milices "politico-religieuses", les ansars, disciples de Sadek El Mahdi, au nombre de 12 000 hommes dont les officiers réclament la dissolution.

Le bras de fer que l'armée, ou tout au moins une partie de celle-ci, vient d'engager avec le pouvoir de Sadek El Mahdi se déroule dans une situation de crise générale, de faillite, preuve du bilan négatif de deux ans et demi de la coalition gouvernementale. Depuis la formation de celle-ci à la suite de la chute du dictateur Nimeiry, il n'y a en fait rien de particulier à mettre à son crédit.

La guerre dans le sud continue toujours. Ce problème est même l'une des raisons à l'origine du vaste mouvement populaire qui a balayé le régime de Nimeiry: les populations du sud du pays, essentiellement animistes et chrétiennes, se sont soulevées et luttent contre la charia, c'est-à-dire l'application des lois islamiques érigées au niveau des institutions du pays contre la volonté des populations. Le mécontentement et la colère des populations du sud sont canalisés par l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS) qui, sous forme de guérilla, combat le pouvoir central de Khartoum à dominance musulmane.

Vers la fin de l'année dernière, une composante de la coalition gouvernementale, le Parti unioniste démocratique de Mohamad Osman El Mirghani, a signé un accord avec l'Armée populaire de libération du Soudan en vue de mettre fin à la guerre qui ravage le pays. Cet accord prévoyait notamment la fin de la guerre et la tenue d'une conférence constitutionnelle. Il bénéficiait du soutien de la plupart des organisations politiques et des syndicats.

Mais, pour ne pas indisposer l'autre composante du gouvernement, le Front national islamique de son beau-frère Hassan El Tourabi, le premier ministre Sadek El Mahdi a choisi de ne pas faire approuver officiellement le texte de l'accord par son gouvernement, préservant ainsi les aspects rétrogrades de la législation islamique à laquelle tiennent son beau-frère et ses partisans islamistes. Le refus du premier ministre de faire avaliser cet accord a alors conduit le Parti unioniste démocratique à quitter la coalition gouvernementale et à passer dans l'opposition. Il a également soulevé de vives critiques dans la plupart des partis politiques, des syndicats et des associations exprimant l'opinion des populations acquises à la thèse de la paix.

La situation économique n'est guère meilleure pour les masses populaires dont le niveau de vie a fortement baissé. Le Soudan, considéré auparavant comme le "grenier de l'Afrique", importe aujourd'hui plus de 50% de ses besoins alimentaires. Tout le sud du pays croule sous le poids d'une grave famine qui fait des milliers de victimes parmi les populations. Celles-ci, comme dans la région de Juba, sont réduites à ne vivre que grâce aux aides internationales. Devant l'incapacité notoire de la coalition au pouvoir de faire face à leurs problèmes, les paysans sont obligés de prendre le chemin de l'exil ou celui conduisant dans les grands centres urbains du nord. On compte plus de 300.000 réfugiés soudanais autour de Gambela en Ethiopie. A Khartoum, la capitale, ils sont plus d'un million, entassés et vivant misérablement dans les bidonvilles qui ceignent la grande métropole du nord.

Mais même dans les centres urbains du nord où il existe des structures économiques organisées, la vie n'est pas facile pour les pauvres. Ceux-ci sont les premières victimes des retombées de la politique économique de la coalition au pouvoir. Cette dernière applique une politique d'austérité et des privatisations des sociétés, comme le Sudan Airways, et des banques commerciales d'Etat dont le capital est mis en vente sous forme d'actions. Il en résulte une augmentation des licenciements et, du coup, du chômage, et une aggravation des conditions de vie déjà précaires des travailleurs.

C'est dans le cadre de cette politique qui favorise le secteur privé, donc les riches, que, à la fin de l'année dernière, face au mécontentement populaire, les autorités soudanaises ont cédé une augmentation de 500% du salaire minimum; mais, en même temps, elles ont aussi décidé d'augmenter de 500% le prix du sucre et d'ajouter une taxe supplémentaire de 15% sur tous les produits. Ces décisions ont alors immédiatement provoqué dans tout le pays un important mouvement de protestation conduit par la Fédération des syndicats des travailleurs soudanais qui a appelé à une grève générale. Et très vite, malgré les interventions de la police, le pays s'est trouvé paralysé, l'aéroport de Khartoum fermé. Devant la situation devenue explosive, le gouvernement a fini par reculer en annulant sa décision d'augmenter les prix et en s'engageant dans une politique de concertation avec les syndicats.

C'est dans cette situation de crise générale que l'armée vient de fixer un ultimatum au pouvoir de Sadek El Mahdi. La junte des 150 officiers semble avoir le soutien des appareils syndicaux: "Nous soutenons les revendications des militaires et, si la concertation échoue, nous n'excluons pas l'appel à la grève générale" a déclaré Mohamed Ousman Gamma, le président de la Fédération des syndicats des travailleurs soudanais.

Jusqu'où ira le bras de fer entre le pouvoir et l'armée au Soudan? Est-ce que Sadek El Mahdi va satisfaire toutes les exigences de la junte au risque de rompre avec les fondamentalistes? Où alors l'armée n'attend-elle pas le moment propice pour s'emparer du pouvoir? Aux dernières nouvelles, il semble que le gouvernement a amorcé un mouvement de recul; il a accepté les propositions de l'armée, notamment le principe de la formation d'un gouvernement élargi et celui d'une déclaration sur un processus de paix dans le pays. Mais rien ne dit que cet engagement, qui n'est que de principe, sera tenu.

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que, quel que soit le camp qui l'emportera, ce sera toujours la victoire du camp des riches, celui de ces mêmes forces qui dirigent le Soudan aujourd'hui et qui sont à l'origine de l'impasse dans laquelle se trouve le pays. L'armée voudrait avoir le beau rôle en faisant semblant de répondre aux aspirations des populations fatiguées par une sale guerre qui leur coûte cher.

Ce faisant, les officiers veulent faire oublier que dans cette guerre ils sont autant responsables que les Sadek El Mahdi et consorts: ce sont eux qui, sous le régime sanguinaire de Nimeiry, ont pendant des années organisé la répression contre le peuple, soutenu, défendu l'ordre dictatorial qui a arbitrairement imposé les lois islamiques et déclenché ainsi la rébellion au sud du pays. Aussi bien sous Nimeiry que sous le pouvoir de Sadek El Mahdi, cette guerre a été et est la leur. Aussi, est-il illusoire, quel que soit le camp qui l'emportera dans cette lutte entre le pouvoir et son armée, d'attendre de lui qu'il engage le pays dans un processus réel de paix et de changement véritable.

... / ...

La paix réelle, le changement véritable ne peuvent être que l'oeuvre des luttes de ceux-là mêmes qui y aspirent vraiment parce qu'ils n'ont rien à gagner dans l'ordre des choses actuel: seuls les travailleurs, les populations pauvres, à qui tous ces privilégiés parasites, politiciens ou militaires, ont imposé une sale guerre, peuvent réellement faire une paix juste parce qu'ils n'ont rien à faire avec la charia et autre pourriture à l'origine de la guerre. Eux seuls peuvent le faire, non seulement parce que cela correspond à leurs aspirations profondes, mais aussi parce que (même s'ils n'en ont pas conscience aujourd'hui), comme ils l'ont démontré lors de la grève qui a paralysé le pays, ils constituent la principale force, la seule capable de faire sortir le Soudan de son impasse actuelle, et ce, à tous les niveaux.

MAMADOU DIA OU L'AMBITION D'UN VIEUX CHEVAL DE RETOUR.

Dans le cadre des tournées politiques que Mamadou Dia fait en France, il a tenu un meeting à Paris, le 18 février dernier. Il y a développé notamment l'idée que les peuples du tiers-monde doivent refuser de payer les dettes contractées par leurs pays et qu'il faut créer un cadre international regroupant toutes les "forces progressistes" pour lutter contre l'impérialisme.

Il a affirmé même que quand il était au pouvoir, il défendait les pauvres et les travailleurs et que c'est pour cela qu'il a été emprisonné pendant 11 ans et demi. Et cela, il l'a fait en tant que "nationaliste et musulman" qu'il est toujours, comme il a tenu à le rappeler lui-même.

En se posant comme victime, Mamadou Dia a certainement attendri plus d'un auditeur. Mais, les travailleurs, particulièrement sénégalais, qui le connaissent savent qu'il ne disait pas la vérité. D'ailleurs un travailleur est intervenu pour lui dire qu'il est "un bourgeois et un arriviste" et qu'il ne mérite pas la confiance des travailleurs. Aussi, pour ceux qui ne connaissent pas le passé de cet homme, est-il nécessaire de le rappeler en quelques lignes.

Mamadou Dia était un ami de longue date de Senghor. Les deux amis ont créé successivement en 1948 leur premier parti le Bloc Démocratique Sénégalais (BDS), puis en 1958, en s'unissant à Lamine Gueye, l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS), l'ancêtre de l'actuel PS, le parti au gouvernement. Ces hommes servaient déjà l'impérialisme français à divers titres: député, sénateur, ministre.

En 1958, après avoir appelé à voter "oui", avec Senghor, au référendum de De Gaulle, Mamadou Dia devint président du Conseil. Cette même année, travailleurs et employés se sont adressés à lui en demandant une augmentation des salaires. Mais Dia repoussa leurs revendications sous prétexte qu'ils étaient privilégiés.

Pour lui, seuls les paysans étaient pauvres. Il a d'ailleurs tenté une politique consistant à regrouper les paysans en "coopératives". Au moins 1500 coopératives ont été créées. Il voulait, paraît-il, privilégier les cultures vivrières au détriment des cultures d'exportation. Ces coopératives n'ont jamais donné les résultats escomptés. Les paysans ont dépensé leur énergie sans pour autant voir leur sort s'améliorer. Et c'est en se référant à cette période que Dia prétend avoir "défendu" les travailleurs et les pauvres. Quant à son emprisonnement, cela n'avait rien à voir avec les travailleurs.

En 1960, lorsque le Sénégal a accédé à l'indépendance, Senghor était président de la République et Dia, celui du Conseil. Il y avait deux hommes à la tête de l'Etat et, pour eux, il y en avait un de trop.

... / ...

De cette situation, allait naître un conflit pour le pouvoir personnel. Bien sûr, il y avait des divergences portant sur des détails. Mais de telles divergences, il y en avait aussi avant leur accession au pouvoir et ils finissaient toujours par s'entendre. Désormais, leur ambition personnelle allait se révéler plus forte que leur amitié.

Le prétexte qui allait servir de détonateur au conflit provenait du fait qu'en décembre 1962, l'Assemblée nationale, où Dia n'avait pas que des amis, voulait voter une motion de censure visant à abolir la loi sur l'état d'urgence adoptée en 1960 -lors de l'éclatement de la Fédération du Mali- parce qu'elle serait anti-démocratique. Mais, Mamadou Dia s'y opposa. Il envoya les forces armées disperser les députés et en fit arrêter quatre d'entre eux. Prétextant qu'il y avait violation de la constitution, Senghor l'a fait arrêter.

Le simple rappel des faits montre que Dia n'a jamais été du côté des travailleurs et des pauvres, pas plus qu'il n'était un démocrate. Son parti, le Mouvement pour le Socialisme et la Démocratie, se sert par démagogie de ces deux étiquettes afin de tromper les travailleurs, de se servir d'eux comme marche pied pour accéder à nouveau au pouvoir.

DAKAR: LES ENSEIGNANTS EN GREVE.

Les enseignants du supérieur sont en grève à Dakar depuis plusieurs jours. Ils revendiquent des augmentations de salaires de 75% et l'augmentation de l'allocation de logement. Mais le gouvernement de Diouf ne leur accorde qu'une aumône.

Pour le moment, tous les syndicats rejettent les propositions du gouvernement et ils continuent leur lutte. Certains parlent déjà d'une année blanche, c'est-à-dire une année sans examens comme d'ailleurs c'était le cas l'année passée.

Après les étudiants et les élèves, ce sont maintenant les enseignants qui se mettent en grève. Et ils ont raison de revendiquer pour améliorer leur condition de vie.

Jusqu'à présent la classe ouvrière n'a pas encore montré sa colère. Elle subit, elle aussi, encore plus durement les contre-coups de la politique d'austérité. Les salaires sont bloqués depuis longtemps, alors que la vie devient de plus en plus chère. La "Nouvelle politique industrielle" de Diouf a provoqué des licenciements dans les anciennes entreprises d'Etat récemment privatisées.

Il est plus que temps que les ouvriers et les employés posent leurs revendications et entrent en lutte ensemble. Leur lutte aura certainement beaucoup plus de poids car elle peut paralyser tout le pays. Dans ce cas, le gouvernement de Diouf aura certainement une autre attitude, car ce sont eux, les travailleurs, avec les petits paysans, qui enrichissent tous ces valets de l'impérialisme.

I M M I G R A T I O N

LES NETTOYEURS DU METRO EN GREVE.

Les travailleurs employés par la société Comatec, ceux qui s'occupent du nettoyage du métro, sont en grève depuis le 9 février. Pour la majorité des immigrés ces travailleurs se sont mis en grève pour protester contre le fait qu'un des leurs a été licencié sous prétexte qu'il avait eu un accrochage en conduisant un véhicule de nettoyage.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ces travailleurs réclament non seulement la réintégration de leur camarade de travail, mais aussi des augmentations des salaires. La plupart touche environ 4800F, ils réclament 5500F.

La Comatec, en modernisant ses matériels par l'introduction des petits véhicules qui nettoient les stations de métro, trouve n'importe quel prétexte pour supprimer des emplois. Elle emploie aux postes vacants des intérimaires avec des contrats à durée déterminée. Alors les travailleurs du métro dénoncent la précarité de l'emploi, ils craignent des licenciements.

A l'heure actuelle, la Comatec essaie de casser le mouvement de grève des nettoyeurs en faisant appel à des intérimaires. Cela a entraîné des affrontements entre grévistes et non grévistes le 3 mars aux stations de métro Gare de Lyon et Nation. Il y a eu 11 blessés dont 4 graves. La police est intervenue contre les grévistes et a procédé à 19 interpellations.

Pour l'instant, les grévistes ne cèdent ni à la pression de la Comatec, ni à celle de Chirac, maire de Paris, qui trouve scandaleux l'état de saleté du métro parisien. Il est évident que l'arrêt du nettoyage quotidien du métro, lieu de passage de millions de personnes tous les jours, provoque des détériorations visibles des stations et des couloirs. En fait, c'est la Comatec et la RATP qui en sont responsables. Les travailleurs ne demandent qu'à être payés décemment pour que le travail soit fait.

AFRIQUE DU SUD: WINNIE MANDELA EN ACCUSATION

L'épouse de Nelson Mandela est accusée de complicité d'assassinat d'un jeune noir par les dirigeants du régime raciste de Prétoria. Il paraît que ce sont des bandes de jeunes, membres du club de foot Mandela, qui auraient assassiné un autre jeune de 14 ans.

Le club en question est considéré par Prétoria comme une milice dirigée par Winnie Mandela et qui lui sert à la fois de garde de corps et d'une organisation militaire pour éliminer les opposants à la politique de l'ANC. La police a sauté sur l'occasion pour essayer de la discréditer et pour encore mieux la surveiller.

Mais cette fois-ci, ce ne sont pas seulement les tenants de l'apartheid qui accusent Winnie Mandela. Il y a aussi les organisations nationalistes comme l'UDF et la COSATU, organisation syndicale ouvrière la plus puissante du pays, qui se sont démarquées de la dirigeante de l'ANC, Winnie Mandela.

Est-ce pour des raisons de rivalités politiques à l'égard de Winnie qui est considérée auparavant comme la mère de la Nation, à cause de son opposition courageuse à l'apartheid depuis plus de 26 ans?

Ou bien est-ce parce que les accusations sont vraiment fondées et que le club football Mandela n'est rien d'autre qu'une organisation militaire non contrôlée et qui sert à encadrer la population et par la même occasion à éliminer les gens qui ne partagent pas la ligne politique de l'ANC? Si cela est le cas, cette manière d'encadrer la population et d'agir sans son contrôle est dans la nature même des organisations nationalistes. Leur but n'est pas d'aider les opprimés à se prendre en charge eux-mêmes, mais au contraire de les utiliser comme force de manoeuvre.

L'ANC a officiellement pris position contre Winnie Mandela en l'excluant de ses rangs. Mais les méthodes d'action du football club de Mandela sont les mêmes que celles pratiquées par la branche militaire de l'ANC. Ces méthodes donnent l'illustration de ce que pourrait faire une organisation comme l'ANC lorsqu'elle serait au pouvoir. C'est dès maintenant que les travailleurs et les paysans pauvres de l'Afrique du sud ont intérêt à s'organiser indépendamment, s'ils ne veulent pas être demain sous la botte d'un Etat aux mains des organisations qui ne défendent pas leurs intérêts.

L'UNION DU MAGHREB NE SERA PAS L'OEUVRE DES PRIVILEGES.

Le 16 février dernier, cinq chefs d'Etat ont proclamé à Marakech (Maroc), la naissance de l'UMA (Union du Maghreb Arabe). Il s'agit du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et de la Mauritanie.

Côté façade, tous ces dictateurs ont mis les formes: salamalecs, sourires et accolades ont fait le régal des journalistes qu'ils y ont emmenés dans leurs bagages pour la circonstance. A noter que Chadli s'est même offert le luxe de se faire accompagner par des représentants des droits de l'Homme d'Algérie alors que les cadavres des centaines de jeunes que son armée a massacrés en octobre dernier sont à peine froids. Ils ont eu besoin d'une opération de charme, d'une sorte de mascarade à offrir en spectacle aux populations qu'ils veulent tromper une fois de plus.

Côté cour, la gestation de l'UMA a dû être douloureuse, car, c'est à couteaux tirés et cela jusque dans la nuit du 15 février, que des compromis, tractations et marchandages divers ont menacé de faire avorter le projet. Et le moins que l'on puisse dire est que ce mariage ne semble pas être le fruit d'un grand amour. Ce n'est pas pour le meilleur mais en prévision du pire qu'ils ont cru bon de signer au préalable, non pas un pacte d'amour, mais une sorte de traité de non agression mutuelle où "les cinq Etats membres s'engagent à ne permettre sur leurs territoires aucune activité portant atteinte à la sécurité, à l'intégrité territoriale et au système politique d'un Etat membre".

C'est avouer à l'avance, combien cette "union" tout comme les précédentes qu'ils tentent périodiquement, ne peut être autre chose qu'une farce de plus, une tromperie, et qu'à la première occasion, ils se feront mutuellement cocus en criant à la trahison de l'autre ou des autres, avant de divorcer à nouveau pour quelques années.

Des tentatives éphémères ou avortées d'hier....

En fait, la plupart des pays sous-développés ne constituent pas un cadre suffisant pour le développement d'un marché capitaliste permettant une survie économique.

C'est cela qui les pousse à des tentatives de fusion ou d'absorption d'Etats voisins pour créer des ensembles économiques plus viables. Le cloisonnement en petits Etats concurrents favorise les relations "verticales" de ces Etats avec l'impérialisme au détriment des relations "horizontales" entre eux. L'impérialisme ou les impérialismes divisent pour mieux régner et un tel jeu affaiblit les classes dirigeantes de ces régions face à l'impérialisme.

Additionner les économies, mettre en commun les ressources, supprimer les barrières sont là des choses d'une nécessité vitale et urgente au moment où tous ces Etats traversent des crises graves dues à la détérioration des termes de l'échange avec les puissances impérialistes, sur un fond de crise mondiale du capitalisme.

Mais, réaliser ce projet économique nécessite de jeter aussi les bases d'un appareil d'Etat garant des intérêts généraux des classes dirigeantes de ces pays. Et c'est justement là le problème. La fusion de la Syrie et l'Egypte en 1958 se traduit par la soumission de la Syrie. "La République Arabe Unie" a pris fin à la suite d'un coup d'Etat des militaires syriens après trois ans de domination par l'Egypte.

Tous les privilégiés qui tirent leur prospérité des relations et des marchés préférentiels passés avec l'Etat ne sont pas prêts à accepter la redistribution des places et des rôles. Les bourgeois pensent: "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". Ils refusent, par égoïsme de sacrifier ne serait-ce qu'une partie de leurs intérêts particuliers sur l'autel de leurs intérêts généraux.

Dans les pays sous-développés -et tous les pays le sont- le rôle de l'appareil d'Etat est grand car il tente désespérément de créer les conditions de l'essor de cette bourgeoisie débile. L'appareil d'Etat et la bourgeoisie y sont liés encore plus étroitement que dans les pays capitalistes développés où les classes dominantes ont une histoire plus ancienne, des racines plus profondes et indépendantes dans la production.

Dans ces conditions, la seule possibilité d'union est de briser l'Etat le plus faible. L'échec de l'union syro-égyptienne (1958-1961) signifie simplement que l'Etat de Nasser n'est pas parvenu à briser la Syrie. En septembre 1973, c'est Sadate (Egypte) qui refuse la fusion avec Kadhafi. Le 12 janvier 1974, Bourguiba et Kadhafi annonçaient leur décision d'engager un processus de fusion entre les deux pays. Deux jours plus tard, c'est Bourguiba qui le remet en cause en démissionnant son ministre des affaires étrangères qui s'était mis en avant pour annoncer le processus.

Les avantages d'une fusion lybio-tunisienne étaient importants. Les dirigeants tunisiens pouvaient espérer bénéficier du pactole de revenus pétroliers lybiens. La Lybie aurait pu profiter d'un marché unifié plus vaste. Car, dans les conditions de l'époque, quelles que pussent être les richesses qu'elles tiraient du pétrole, les classes dirigeantes lybiennes ne pouvaient espérer les faire déboucher sur un développement économique dans un pays de deux millions d'habitants, essentiellement nomades vivant en dehors des circuits commerciaux et donc ne pouvant être les clients d'une industrie nationale. La Lybie pouvait se trouver dominée mais Kadhafi pouvait miser sur l'âge avancé de Bourguiba pour espérer lui succéder un jour. Ainsi la domination pouvait être moins douloureuse.

...Aux "petites étapes" d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, c'est autour de l'axe algéro-marocain que les timides rapprochements semblent se dessiner entre les cinq pays.

La Tunisie, la Lybie et la Mauritanie se contentent de jouer les seconds rôles, quand ce n'est pas ceux des figurants.

Bien sûr cela leur permet quand même de faire un peu de cinéma surtout à usage interne dans leurs pays respectifs. Un peu comme la présidence de l'OUA permet à nos chefs d'Etat de masquer la misère dans leur pays et de s'offrir une auréole internationale à bon compte. Et ce n'est pas Moussa Traoré qui s'en plaindrait en ce moment.

Si donc ces trois pays ne comptent que pour du beurre dans le rapprochement algéro-marocain, ils y sont tout de même associés, ne serait-ce que pour les rassurer que la chose ne se fera pas sur leur dos. Et aussi pour qu'ils ne mettent pas trop de bâtons dans les roues. La Tunisie y réglerait les problèmes "humains"; la Libye s'occuperait des institutions; la Mauritanie aurait son mot à dire sur la Culture, l'Information et l'Education. Quant au Maroc et l'Algérie, ils ont préféré choisir le rôle financier pour le premier et industriel, pour le second.

Hassan II était plus ou moins allié avec Kadhafi par le traité Oujda en 84 et Chadli flirtait avec Tunis et Nouakchott par le biais d'un traité "de fraternité et de concorde" en 83. Mais, la situation ne pouvait pas durer éternellement ainsi, car les deux principaux protagonistes avaient chacun une épine dans le pied. Celle que constituait le conflit saharien pour le Maroc, et celle de la chute des prix du pétrole ainsi que le nécessaire débouché vers l'Atlantique pour les produits algériens.

Et c'est depuis le mois de Mai 87 qu'ils ont amorcé leur rapprochement par une rencontre sur leur frontière sous l'égide du roi Fahd d'Arabie. Ce rapprochement a favorisé la construction du gazoduc algérien, à capitaux mixtes, qui traverse le Maroc jusqu'en Espagne. En contre-partie, Alger semble abandonner son soutien au Polisario sur l'autel de son nouvel amour. La période actuelle de détente internationale et le réchauffement des relations EST-OUEST leur laissent une marge de manoeuvre un peu plus grande qu'avant.

L'économie de l'Algérie est malade du manque à gagner de la mane pétrolière. Elle a besoin aujourd'hui de devises étrangères, et pourquoi pas marocaines, pour lui permettre d'importer des matières premières et des pièces de rechange pour faire tourner ses usines. Les dirigeants algériens déclarent aujourd'hui vouloir s'orienter vers une ouverture tous azimuts.

Jusqu'où les classes dirigeantes de ces deux pays iront-elles? Et aussi, jusqu'à quand l'impérialisme qui aujourd'hui bénéficie de la relative stabilité dans cette région du monde les autorisera-t-il à oeuvrer dans ce sens, si pour une raison ou une autre ses intérêts lui semblent menacés? Ce sont là des données que les dirigeants de ces pays sous-développés ne peuvent ni prévoir ni maîtriser.

L'unification du Maghreb est nécessaire. Elle ne pourra être accomplie qu'à la condition de s'attaquer aux privilégiés de cette région. Seuls les travailleurs, alliés aux paysans pauvres, peuvent balayer les Etats des bourgeois et des privilégiés. Les travailleurs n'ont aucun intérêt, aucun privilège lié à l'existence d'Etats séparés.

Le Maghreb uni sera socialiste ou ne sera pas.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.